

ATTENDU QUE le délai de 20 jours est expiré;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Solidarité sociale:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité du revenu, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité du revenu*

Loi sur la sécurité du revenu

(L.R.Q., c. S-3.1.1, a. 91, 1^{er} al., par. 4^o et 2^o al; 1997, c. 57, a. 58)

1. L'article 10.5.1 du Règlement sur la sécurité du revenu est modifié par le remplacement des montants de «50,41 \$», «33,75 \$» et «27,50 \$» par les suivants «65,41 \$», «48,75 \$» et «42,50 \$».

2. Ce règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

32224

Gouvernement du Québec

Décret 709-99, 16 juin 1999

Loi sur les décrets de convention collective
(L.R.Q., c. D-2)

Industrie du meuble — Modifications

CONCERNANT le Décret modifiant le Décret sur l'industrie du meuble

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Décret sur l'industrie du meuble (décret n^o 1809-83 du 1^{er} septembre 1983);

* Les dernières modifications au Règlement sur la sécurité du revenu, édicté par le décret n^o 922-89 du 14 juin 1989 (1989, *G.O.* 2, 3304), ont été apportées par les règlements édictés par les décrets n^{os} 12-99 du 13 janvier 1999 (1999, *G.O.* 2, 158) et 596-99 du 26 mai 1999 (1999, *G.O.* 2, 2344). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 1999, à jour au 1^{er} mars 1999.

ATTENDU QUE les parties contractantes au sens de ce décret ont présenté au ministre du Travail une demande pour que certaines modifications soient apportées à ce décret;

ATTENDU QUE les articles 2, 6.1 et 6.2 de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2) autorisent le gouvernement à décréter l'extension d'une convention collective et à modifier un décret d'extension sur demande des parties contractantes en y apportant, le cas échéant, les modifications qu'il juge opportunes;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et aux articles 5 et 6.1 de la Loi sur les décrets de convention collective, un projet de décret de modification ci-annexé a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 27 janvier 1999 et, à cette même date, dans deux journaux de langue française et un journal de langue anglaise, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce projet de décret avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État au Travail et à l'Emploi et ministre du Travail:

QUE le Décret modifiant le Décret sur l'industrie du meuble, ci-annexé, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Décret modifiant le Décret sur l'industrie du meuble*

Loi sur les décrets de convention collective
(L.R.Q., c. D-2, a. 2 et 6.1)

1. Le premier «Attendu» du Décret sur l'industrie du meuble est modifié par le remplacement du nom «Fraternité nationale des charpentiers-menuisiers forestiers travailleurs d'usines» par le nom «Fraternité nationale des forestiers et travailleurs d'usines (section locale 299)».

* La dernière modification au Décret sur l'industrie du meuble, édicté par le décret n^o 1809-83 du 1^{er} septembre 1983 (1983, *G.O.* 2, 4057), a été apportée par le règlement édicté par le décret n^o 1569-98 du 16 décembre 1998 (1998, *G.O.* 2, 6572). Pour les autres modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 1999, à jour au 1^{er} mars 1999.

2. L'article 1.01 de ce décret est modifié:

1^o par la suppression du paragraphe 4^o;

2^o par l'addition, après le paragraphe 8^o, des suivants:

«9^o «jour ouvrable»: jour où le salarié doit normalement travailler;

10^o «mise à pied»: une perte d'emploi temporaire;

11^o «licenciement»: une perte d'emploi permanente pour des motifs d'ordre économique ou technique;

12^o «étudiant»: une personne qui poursuit à temps plein un programme d'études dispensé par un établissement d'enseignement et dont la durée d'emploi n'exède pas 85 jours ouvrables par année.»

3. L'article 3.01 de ce décret est modifié par la suppression, dans la partie qui précède le paragraphe 1^o, de «, la réparation, la rénovation par décapage ou autres».

4. L'article 3.02 de ce décret est modifié par la suppression, à la fin du paragraphe 4^o, de «, pianos, orgues de maison et harmoniums».

5. L'article 4.01 de ce décret est remplacé par le suivant:

«4.01. Un salarié reçoit au moins le taux de salaire horaire suivant:

Durée du service continu	À compter du 1999 06 23	À compter du 2000 01 01
À l'embauche ou étudiant	7,20 \$	7,40 \$;
après 3 mois	7,45 \$	7,60 \$;
après 6 mois	7,55 \$	7,70 \$;
après 12 mois	7,75 \$	7,90 \$;
après 24 mois	8,25 \$	8,40 \$;
après 36 mois	8,75 \$	8,90 \$.

6. Les articles 4.03 à 4.05 de ce décret sont abrogés.

7. L'article 5.01 de ce décret est remplacé par le suivant:

«5.01. Malgré toute autre disposition du décret, l'employeur verse au salarié au moins 0,20 \$ de plus que le salaire minimum fixé par le Règlement sur les normes du travail (R.R.Q., 1981, c. N-1.1, r.3).».

8. L'article 6.01 de ce décret est remplacé par les suivants:

«6.01. La semaine normale de travail est de 42 heures étalées sur 5 jours à raison de 8 h 30 par jour, du lundi au jeudi, et de 8 heures, le vendredi.

La durée de la semaine normale de travail est ramenée graduellement à 40 heures à raison d'une réduction d'une heure le 1^{er} octobre de chacune des années 1999 et 2000 et la durée de la journée normale est également réduite en conséquence pour être ramenée à 8 heures.

6.01.1. Le cadre des heures de travail des diverses équipes est étalé de la façon suivante:

1^o première équipe: entre 7 heures et 18 heures;

2^o deuxième et troisième équipes: entre 14 heures et 9 heures.

6.01.2. L'employeur et les salariés peuvent convenir, par convention collective ou après entente entre l'employeur et la majorité des salariés concernés, des modalités aménageant différemment le cadre des heures de travail, le nombre d'heures de travail de la journée de travail et le nombre de jours de la semaine normale de travail prévus aux articles 6.01 et 6.01.1.

Ces aménagements doivent être plus avantageux pour le salarié et ne doivent pas avoir pour but d'éviter les dispositions relatives au paiement des heures supplémentaires.

L'employeur doit transmettre au comité paritaire une copie de l'entente écrite avant de mettre en application les aménagements conclus.

6.01.3. Une équipe de fin de semaine peut être établie si deux équipes de semaine sont déjà établies et que leurs heures de travail sont étalées entre le lundi et le vendredi. La semaine normale de travail de l'équipe de fin de semaine est de 36 heures étalées du vendredi au dimanche, à raison d'un maximum de 12 heures par jour.

6.01.4. Lorsque la production habituelle d'un employeur effectuée à son atelier est continue et qu'elle ne peut être interrompue, un employeur peut étaler les heures de travail de ses salariés sur une base autre qu'une base hebdomadaire, s'il satisfait aux conditions suivantes:

1^o l'étalement n'a pas pour but d'éviter le paiement des heures supplémentaires;

2^o il a obtenu le consentement de la majorité des salariés concernés ou selon le cas de l'association accréditée, lorsque la convention collective le permet;

3^o l'étalement a pour effet d'accorder au salarié un avantage pour compenser la perte du paiement des heures supplémentaires;

4^o la moyenne des heures de travail est équivalente au nombre d'heures prévu à l'article 6.01;

5^o les heures de travail sont étalées sur une base d'un maximum de deux semaines;

6^o la durée d'une semaine de travail étalée ne peut excéder 48 heures;

7^o la durée de l'étalement ne peut excéder un an;

8^o il a transmis, préalablement à la mise en application de l'étalement, un avis écrit à cet effet au comité paritaire.

Une période d'étalement peut être modifiée par l'employeur, ou renouvelée par celui-ci à son expiration, aux mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa.»

9. L'article 6.02 de ce décret est modifié:

1^o par la suppression, dans la partie qui précède le paragraphe 1^o, de « , du lundi au vendredi inclusivement, »;

2^o par le remplacement, dans le paragraphe 1^o, de « au paragraphe 2 de l'article 6.01 » par « à l'article 6.01.2 »;

3^o par le remplacement du paragraphe 2^o par le suivant:

« 2^o conformément à l'article 6.01.4; dans ce cas, la majoration pour les heures supplémentaires s'applique aux heures excédant le nombre d'heures de la semaine de travail fixé en vertu de cet article; »;

4^o par le remplacement, dans le paragraphe 3^o, des mots « majoration pour les » par les mots « rémunération des ».

10. L'article 6.03 de ce décret est modifié par la suppression du paragraphe 4^o.

11. Les articles 6.04 et 6.05 de ce décret sont abrogés.

12. L'article 6.06 de ce décret est remplacé par les suivants:

« **6.06.** Un employeur peut, lorsque le prévoit une convention collective ou une entente conclue avec la majorité des salariés concernés et déposée préalablement au comité paritaire, faire exécuter du travail par ses salariés en dehors des heures de la journée normale de travail ou le samedi et remplacer la rémunération des heures supplémentaires par un congé payé, d'une durée équivalente aux heures supplémentaires effectuées et majorées de 50 %, pris pendant la période des fêtes de Noël et du Jour de l'An de l'année en cours.

6.06.1. Pour les fins des articles 6.06 et 7.08, l'employeur doit, le cas échéant, dresser et maintenir à jour un registre dans lequel sont consignées les heures supplémentaires effectuées et compensées en vertu de ces articles.

Le registre doit être accessible à toute heure raisonnable aux inspecteurs du comité paritaire pour fins de vérification. ».

13. L'article 7.02 de ce décret est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après les mots « le Vendredi saint », des mots « ou le lundi de Pâques ».

14. L'article 7.03 de ce décret est modifié dans le premier alinéa:

1^o par le remplacement de la partie qui précède le paragraphe 1^o par la suivante:

« **7.03.** Pour avoir droit aux jours fériés, chômés et payés prévus à l'article 7.02, le salarié doit être présent à la fin du quart de travail du jour ouvrable qui précède et au début du quart de travail du jour ouvrable qui suit le jour férié. Toutefois, un salarié absent de son travail le jour ouvrable qui précède ou celui qui suit immédiatement le jour férié, a droit à l'indemnité pour le jour férié, si cette absence est due à; »;

2^o par le remplacement du paragraphe 2^o par le suivant:

« 2^o une mise à pied ou un licenciement survenant dans les 10 jours ouvrables précédant le jour férié; ».

15. Les articles 7.04 et 7.05 de ce décret sont remplacés par les suivants:

«**7.04.** L'indemnité pour un salarié rémunéré au taux de salaire horaire est égale au salaire auquel le salarié aurait eu droit pour une journée normale de travail rémunérée au taux de salaire horaire.

L'indemnité pour un salarié à temps partiel doit être égale à la moyenne de son salaire journalier gagné au cours des 10 jours ouvrables précédant le congé.

L'indemnité pour un salarié rémunéré au taux horaire et à la pièce ou de celui rémunéré seulement à la pièce ou de celui rémunéré avec bonus, doit être égale à la moyenne de son salaire journalier selon les jours travaillés au cours des deux semaines précédant le congé.

7.05. Le salarié ayant droit à un congé prévu à l'article 7.02 et qui doit travailler un jour visé par cet article est rémunéré à son taux de salaire horaire, majoré de 50 %. Il a également droit à l'indemnité prévue à l'article 7.04 ou à un congé compensatoire d'une durée d'une journée à son taux de salaire horaire lorsque le prévoit une entente conclue entre l'employeur et la majorité des salariés concernés et qu'un avis écrit est préalablement transmis au comité paritaire.

Ce congé compensatoire pour les jours fériés, chômés et payés prévus à l'article 7.02 est pris dans la semaine qui précède ou qui suit ce jour férié.»

16. L'article 7.07 de ce décret est modifié:

1^o par le remplacement de «6.01» par «6.01.1»;

2^o par le remplacement de «aux articles 7.01 et 7.02» par «à l'article 7.02».

17. L'article 7.08 de ce décret est remplacé par le suivant:

«**7.08. Jours fériés non mentionnés:** Lorsque la convention collective le permet ou après entente entre l'employeur et les salariés concernés, et que celle-ci est préalablement déposée au comité paritaire, il est permis de chômer tout jour férié non mentionné à la présente section et de récupérer les heures de travail ainsi perdues aux taux de salaire horaire, au cours d'un ou de plusieurs jours convenus mutuellement durant la semaine qui précède ou qui suit ce congé, à l'exception des jours fériés mentionnés à l'article 7.02.»

18. L'article 10.02.1 de ce décret est modifié dans le paragraphe 3^o:

1^o par le remplacement, dans le premier alinéa, de «10 ans» par «5 ans»;

2^o par la suppression du deuxième alinéa.

19. Ce décret est modifié par l'insertion, après l'article 10.02.1, du suivant:

«**10.02.1.1 Fractionnement:** Le congé annuel peut être fractionné en deux périodes si le salarié en fait la demande. Cependant, l'employeur peut refuser cette demande s'il ferme son établissement pour une période égale ou supérieure à celle du congé annuel du salarié.

Le congé annuel peut aussi être fractionné en plus de deux périodes à la demande du salarié si l'employeur y consent.

Le congé dont la durée est d'une semaine ou moins ne peut être fractionné.»

20. L'article 10.02.2 de ce décret est modifié:

1^o par la suppression du paragraphe 2^o;

2^o par l'addition, après le paragraphe 3^o, du suivant:

«4^o Si un salarié est absent pour cause de maladie ou d'accident ou en congé de maternité durant l'année de référence et que cette absence a pour effet de diminuer son indemnité de congé annuel, il a alors droit à une indemnité équivalente, selon le cas, à deux, à trois ou à quatre fois la moyenne hebdomadaire du salaire gagné au cours de la période travaillée.

Le salarié visé dans le paragraphe 1^o de l'article 10.02.1 et dont le congé annuel est inférieur à deux semaines, a droit à ce montant dans la proportion des jours de congé qu'il a accumulés.»

21. L'article 10.07 de ce décret est modifié par la suppression de «5 %».

22. L'article 11.01 de ce décret est remplacé par le suivant:

«**11.01.** Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2000. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que le groupe constituant la partie patronale ou celui constituant la partie ouvrière ne s'y oppose par un avis écrit transmis au ministre du Travail et à l'autre groupe au cours du mois d'août de l'année 2000 ou au cours du mois d'août de toute année subséquente.»

23. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

32226